

2° dans l'alinéa 2, la dernière phrase commençant par les mots "Si la note d'observation originale" et finissant par les mots "fixées par un arrêté royal." est abrogée;

3° dans l'alinéa 3, les mots "si ni l'article 39/73" sont remplacés par les mots "si ni les articles 39/73, 39/73-2 ou 39/73-3";

4° les alinéas 8, 9, 10, 11 et 12 sont abrogés.

Chapitre 3. — *Disposition transitoire*

Art. 11. Lorsque toutes les pièces de procédure ont déjà été envoyées au Conseil avant l'entrée en vigueur de la présente loi, le président de chambre ou le juge qu'il a désigné peut inviter les parties à recourir à la procédure purement écrite.

Dans ce cas, il invite les parties, par ordonnance, à indiquer endéans les quinze jours après l'envoi de ladite ordonnance, si elles acceptent de recourir à cette procédure. Si aucune des parties ne demande à être entendue, celles-ci sont censées acquiescer et la procédure se déroule conformément à l'article 39/73-2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers tel qu'inséré par l'article 7.

Chapitre 4. — *Entrée en vigueur*

Art. 12. L'entrée en vigueur de l'article 2, 1°, 2° et 3°, est déterminée par le Roi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à L'île d'Yeu, le 30 juillet 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
S. MAHDI

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be) :
Documents :55-2034

2° in het tweede lid wordt de laatste zin, die aanvangt met de woorden "Op straffe van niet-ontvankelijkheid van de nota met opmerkingen" en die eindigt met de woorden "bepaalde wijze overgezonden." opgeheven;

3° in het derde lid worden de woorden "indien artikel 39/73 niet wordt toegepast," vervangen door de woorden "indien de artikelen 39/73, 39/73-2 of 39/73-3 niet worden toegepast,";

4° het achtste, het negende, het tiende, het elfde en het twaalfde lid worden opgeheven.

Hoofdstuk 3. — *Overgangsbepaling*

Art. 11. Wanneer alle procedurestukken reeds vóór de inwerkingtreding van deze wet aan de Raad werden toegezonden, kan de kamervoorzitter of de door hem aangewezen rechter de partijen uitnodigen om gebruik te maken van de louter schriftelijke procedure.

In dit geval nodigt hij, via een beschikking, de partijen uit om binnen de vijftien dagen na de verzending van deze beschikking aan te geven of zij ermee instemmen van deze procedure gebruik te maken. Indien geen van de partijen verzoekt te worden gehoord, worden zij geacht ermee in te stemmen en wordt de procedure gevoerd overeenkomstig artikel 39/73-2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zoals ingevoegd bij artikel 7.

Hoofdstuk 4. — *Inwerkingtreding*

Art. 12. De inwerkingtreding van artikel 2, 1°, 2° en 3°, wordt vastgesteld door de Koning.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te L'île d'Yeu, 30 juli 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
S. MAHDI

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be) :
Documenten : 55-2034

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2021/33463]

21 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers relatif à la communication électronique des pièces de procédure

RAPPORT AU ROI

Sire,

1. Commentaire général

Cet arrêté vise à introduire comme nouvelle modalité d'envoi au Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après « le Conseil ») le système informatique de la Justice en matière de notification, communication ou dépôt auprès notamment des cours ou tribunaux, prévu par l'article 32ter du Code judiciaire.

En effet, le Conseil requiert une communication électronique à la fois performante et sécurisée avec les différentes parties. Par ailleurs, il est nécessaire de trouver une solution urgente afin de remplacer la télécopie comme moyen de communication dans la procédure d'extrême urgence et dans les procédures accélérées prévues par les articles 39/77 et 39/77/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « la loi du 15 décembre 1980 »).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2021/33463]

21 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, aangaande de elektronische communicatie van procedurestukken

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

1. Algemene commentaar

Onderhavig besluit heeft tot doel het informaticasysteem van Justitie voor de kennisgeving, mededelingen of neerleggingen bij onder meer de hoven of rechtbanken, als voorzien in artikel 32ter van het Gerechtelijk Wetboek, als een nieuwe bijkomende verzendingsmodaliteit bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (hierna de Raad) te introduceren.

De Raad heeft immers nood aan een performante en veilige elektronische communicatie met de verschillende partijen. Tevens is er nood aan een dringende oplossing voor de vervanging van de fax als communicatiemiddel in de procedure bij uiterst dringende noodzakelijkheid en de versnelde procedures als voorzien in de artikelen 39/77 en 39/77/1 van de wet van 15 december 1980, betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna de wet van 15 december 1980).

À l'heure actuelle, le système informatique de la Justice visé à l'article 32ter du Code judiciaire se compose de deux plateformes différentes, à savoir le système e-deposit et le réseau e-box. Seul le réseau e-box sera opérationnel auprès du Conseil. Par le réseau e-box, les envois sont possibles dans les deux directions, alors que le système e-deposit est limité à la communication vers les tribunaux pour le dépôt de conclusions, communications et pièces dans les affaires qui ont déjà été enrôlées. « E-box » est une technologie élémentaire, qui offre des applications plus nombreuses et plus vastes que le système d'e-deposit.

Les avantages relatifs au choix du système informatique de la Justice et du e-box en particulier sont nombreux:

Au sein du SPF Sécurité Sociale, "E-box" a fait ses preuves et le SPF Justice l'a davantage développé et l'a adapté aux besoins spécifiques d'un tribunal, notamment avec "J-box". Le coût principal du développement a donc déjà été engagé au niveau gouvernemental et son maintien et développement sont déjà planifiés. En incorporant le Conseil comme utilisateur supplémentaire, les coûts déjà encourus sont optimisés.

Sur le plan législatif, beaucoup de travail a également déjà été accompli. L'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32ter du Code judiciaire offre les garanties nécessaires pour l'échange des pièces de procédure au sein d'un système juridique. Il s'agit par exemple de garanties concernant l'identification et l'authentification de l'expéditeur et du destinataire, une date fixe d'envoi et de réception, la sécurisation du contenu, des notifications de statut... Avec ledit arrêté royal, le SPF Justice est considéré comme le responsable du traitement des données personnelles au sens de l'article 1^{er}, § 4, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Le cadre législatif du réseau e-Box a été établi par l'arrêté royal du 16 juin 2016 de telle sorte que, d'une part, il offre les garanties nécessaires et, d'autre part, il peut toujours évoluer en fonction des dernières technologies.

Enfin, le choix d'aligner la juridiction administrative sur le même système électronique que celui des cours et tribunaux se veut également être un choix de clarté vis-à-vis du justiciable et du barreau. La communication avec le Conseil en tant que juridiction administrative et avec les cours et tribunaux se déroulera ainsi de manière identique par le biais de la même procédure d'identification... Le système devra seulement être adapté aux spécificités des différentes procédures du Conseil.

Les parties requérantes auprès du Conseil sont des étrangers auxquels le droit de séjour ou le statut de protection internationale a été refusé. S'ils souhaitent introduire un recours sans assistance ou représentation par un avocat, ils ne pourront en pratique probablement pas faire usage du réseau e-box. Aucune méthode d'envoi électronique n'est, à ce jour, en mesure de fournir les garanties nécessaires pour l'identification de personnes sans carte d'identité belge ou carte d'étrangers émise en Belgique. Les modes d'envoi alternatifs demeurent toutefois à leur disposition : soit par envoi sous pli recommandé à la poste en procédure ordinaire en annulation ou en procédure accélérée en plein contentieux, soit par porteur ou par le directeur de l'établissement pénitentiaire ou du lieu dans lequel le requérant est maintenu en cas de demande de procédure d'extrême urgence. Compte tenu du fait qu'un recours effectif est garanti par les autres modalités d'envoi, étant donné que cela ne concerne qu'une minorité du nombre de recours (1,5 % pour les sept dernières années) et vu la grande nécessité d'un mode d'envoi électronique pour les 98,5 % de recours restants, le choix du système e-box reste justifié et constitue une étape importante vers la numérisation de la procédure.

Dans son avis n° 174/2019 du 8 novembre 2019, l'autorité de protection des données confirme qu'un envoi par J-box (un e-box adapté aux besoins des acteurs de la justice) dans le cadre des procédures devant le Conseil est conforme au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD").

L'avis complémentaire de l'autorité de protection des données qui vise à préciser les données traitées par le Conseil du Contentieux des Étrangers, ainsi que leur durée de conservation et l'identité du responsable du traitement ne relève pas du contexte du présent arrêté royal, comme l'indique l'autorité de protection des données elle-même. En tout état de cause, conformément à l'article 30 du RGPD, le Conseil a établi un registre des activités de traitement qui définit, entre autres, la base légale permettant le traitement des données à caractère personnel, l'identité du responsable du traitement, les finalités du traitement, la durée de conservation, les types de données à caractère

Op heden bestaat het informaticasysteem van Justitie als bedoeld in artikel 32ter van het Gerechtelijk Wetboek uit twee verschillende platformen, met name het e-deposit systeem en het e-box netwerk. Bij de Raad zal men enkel via het e-box netwerk kunnen werken. Via het e-box netwerk zijn verzendingen mogelijk in twee richtingen, daar waar het e-deposit systeem, beperkt is tot communicatie naar de rechtbanken toe, voor het neerleggen van conclusies, mededelingen en stukken in zaken die reeds op de rol werden geplaatst. "E-box" is een basistechnologie, die vele en ruimere applicaties mogelijk maakt dan het e-deposit systeem.

De voordelen van de keuze voor het informaticasysteem van justitie en e-box in het bijzonder zijn legio:

"E-box" heeft zijn nut reeds bewezen binnen de FOD Sociale Zekerheid en werd door de FOD Justitie verder ontwikkeld en aangepast aan de specifieke noden van een rechtbank, met name "J-box". De grote kost van de ontwikkeling is dus reeds gebeurd op overheidsniveau en ook het verdere onderhoud en de ontwikkeling ervan is reeds voorzien. Door de Raad als bijkomende gebruiker in te schakelen worden de reeds gemaakte kosten, geoptimaliseerd.

Ook op wetgevend vlak is reeds heel wat werk verzet. Het koninklijk besluit van 16 juni 2016 houdende de elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32ter van het Gerechtelijk Wetboek biedt de nodige garanties die zijn vereist voor de uitwisseling van procedurestukken binnen een rechtssysteem. Bijvoorbeeld garanties aangaande de identificatie en authenticering van de verzender en de ontvanger, een vaste datum van verzending en ontvangst, de beveiliging van de inhoud, statusberichten... De FOD Justitie wordt met bovenvermeld koninklijk besluit beschouwd als verantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens in de zin van artikel 1, §4 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens. Het wetgevend kader van het e-box netwerk is in het koninklijk besluit van 16 juni 2016 zo opgesteld dat het enerzijds de nodige garanties biedt en anderzijds steeds mee kan evolueren met de nieuwste technologieën.

De keuze om het administratief rechtcollege aan te sluiten bij hetzelfde elektronische systeem als de gewone hoven en rechtbanken is ten slotte ook een keuze voor duidelijkheid naar de rechtsonderhorige en de advocatuur toe. De communicatie met de gewone hoven en rechtbanken en de Raad als administratief rechtcollege zal hierdoor op identieke wijze verlopen, met dezelfde aanmeldingsprocedure... Het systeem dient enkel aangepast te worden aan de eigenheden van de verschillende procedures bij de Raad.

De verzoekende partijen bij de Raad zijn vreemdelingen wiens verblijfsrecht of internationale beschermingsstatus werd geweigerd. Indien zij zonder bijstand of vertegenwoordiging van een advocaat een beroep willen instellen zullen zij in de praktijk waarschijnlijk geen gebruik kunnen maken van het e-box netwerk. Op heden is er geen enkele wijze van elektronische verzending die de nodige garanties kan bieden naar identificatie voor personen zonder Belgische identiteits- of vreemdelingenkaart. Evenwel blijven voor hen de alternatieve verzendingswijzen ter beschikking: via een ter post aangetekende zending in een gewone annulatieprocedure of een versnelde procedure met volheid van rechtsmacht en per bode of via de directeur van de strafinrichting of van de plaats waar de verzoeker wordt vastgehouden voor een vordering bij uiterst dringende noodzakelijkheid. Gelet op het feit dat een effectief rechtsmiddel gegarandeerd blijft via de alternatieve verzendingsmodaliteiten, gelet op het feit dat het over een minderheid van het aantal beroepen gaat (1,5 % voor de laatste zeven jaar) en gelet op de grote nood aan een elektronische wijze van verzending in de overige 98,5 % aan beroepen, blijft de keuze voor het e-box systeem verantwoord en een belangrijke stap vooruit in de digitalisering van de procedure.

In zijn advies nr. 174/2019 van 8 november 2019 bevestigt de gegevensbeschermingsautoriteit dat een verzending via J-box (een e-box op maat van de actoren van Justitie) in het kader van de procedures voor de Raad, conform is met de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (hierna "AVG").

Het bijkomend advies van de gegevensbeschermingsautoriteit, om de gegevens die door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen worden verwerkt te preciseren evenals hun bewaartermijn en de identiteit van de verwerkingsverantwoordelijke, valt –zoals de gegevensbeschermingsautoriteit zelf aangeeft– buiten de context van onderhavig koninklijk besluit. Hoe dan ook, de Raad heeft ingevolge artikel 30 van de AVG een register van de verwerkingsactiviteiten opgesteld waarin onder meer het volgende wordt omschreven: de wettelijke basis die toelaat om persoonsgegevens te verwerken; de identiteit van de verwerkingsverantwoordelijke; de doeleinden van de

personnel à traiter et les personnes auxquelles ces données sont communiquées. Ce registre est régulièrement évalué et mis à jour et peut, conformément à l'article 30.4 de la RGPD, être mis à la disposition de l'autorité de protection des données, sur simple demande.

2. Commentaire article par article

Article premier

L'article premier du présent arrêté met en œuvre l'article 39/57-1, paragraphe 2 de la loi du 15 décembre 1980 qui stipule que les modalités d'envois des pièces de procédure au Conseil sont déterminées par le Roi et que ce mode d'envoi électronique garantit la confidentialité et l'efficacité de la communication. À cette fin, le premier article modifie l'article 3, §1 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers (RP CCE) en insérant le réseau e-box comme modalité supplémentaire d'envoi, de sorte que les parties puissent également introduire ou déposer leurs pièces de procédure (entre autres requête, note d'observations, mémoire de synthèse, note complémentaire...) auprès du Conseil par le biais du système informatique de la Justice, à savoir le réseau e-box.

Par ailleurs, le deuxième alinéa du premier paragraphe est modifié, puisque l'envoi par le réseau e-box remplace la communication actuelle par télécopie. Un envoi par télécopie était possible pour les parties requérantes dans les procédures en extrême urgence. Dans ces procédures, la rapidité de la communication est cruciale. La transmission par télécopie, à l'origine destinée à la transmission sur des lignes analogiques, aujourd'hui obsolète, n'offre plus de garanties suffisantes pour la sécurité de la réception des messages.

Les préoccupations exprimées par le Conseil d'État dans son point 2 ne peuvent être suivies. Tout d'abord, le système J-box est soutenu par les barreaux et tous les avocats y auront accès. En outre, un envoi par J-box est un mode d'envoi beaucoup plus fiable. Il ne passe pas par des canaux analogiques tels que la télécopie et ne nécessite aucune conversion numérique qui pourrait entraîner des messages d'erreur. Un envoi via J-box peut traiter sans problème des fichiers plus volumineux, là où le fax peut actuellement complètement se bloquer. Par exemple, les requêtes sont rarement limitées à 1 ou 2 pages et dès qu'un document est plus volumineux, il arrive souvent que la transmission par télécopie ne passe pas, ou seulement partiellement. C'est précisément ce manque de fiabilité de la télécopie complique l'accès à la justice, puisqu'une requête qui ne passe pas ou ne passe que partiellement ne peut pas être inscrite au rôle, alors que l'expéditeur peut être persuadé, à tort, que la requête a été déposée correctement.

Par ailleurs, bien que cela concerne une petite minorité, les personnes qui souhaitent introduire une requête sans l'assistance d'un avocat disposeront également d'alternatives suffisamment sûres. Dans les procédures ordinaires et accélérées, un envoi sous pli recommandé reste possible comme alternative à la J-Box. Dans une procédure en extrême urgence, l'envoi sous pli recommandé est trop lent et donc impossible et la télécopie est abandonnée en raison du manque de fiabilité et de sécurité. Cette procédure en extrême urgence ne peut être invoquée que si l'étranger fait l'objet d'une mesure d'éloignement ou de refoulement dont l'exécution est imminente (art. 39/82, §4, al. 2 et art. 39/85, al. 1 de la loi du 15 décembre 1980). En conséquence, les personnes concernées sont souvent détenues en vue de leur éloignement du territoire. Dans ce cas, comme auparavant, ils peuvent introduire leur requête par l'intermédiaire du directeur de l'institution. Dans le cas assez exceptionnel (un maximum de 4 recours par année) où l'intéressé qui fait l'objet d'une mesure d'éloignement ou de refoulement dont l'exécution est imminente, n'est pas détenu et n'est pas assisté d'un avocat, il peut toujours déposer la requête au greffe. Ce faisant, le greffier peut immédiatement vérifier si le Conseil dispose de toutes les informations nécessaires pour joindre l'intéressé en vue de la poursuite de la procédure. C'est une voie beaucoup plus sûre que de devoir utiliser un télécopieur public, peu accessible et via lequel d'autres personnes pourraient également lire les messages du Conseil.

La suppression du troisième paragraphe, (c'est à dire suite à l'arrêt d'annulation n° 233.777 du 9 février 2016 du Conseil d'Etat le texte original tel qu'inséré par l'arrêté royal du 21 décembre 2006), concerne une modification purement technique résultant des modifications susmentionnées et des modifications apportées à la loi du 15 décembre 1980, conformément à la loi du 30 juillet 2021, modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, concernant la communication électronique des pièces de procédure et l'adaptation de la procédure purement écrite existante devant le Conseil du Contentieux des étrangers.

gegevensverwerking; de bewaringstermijn; de types van persoonsgegevens die verwerkt worden en de personen met wie deze gegevens worden gedeeld. Dit register wordt op regelmatige tijdstippen geëvalueerd en geactualiseerd en staat gelet op artikel 30.4 van de AVG op eenvoudige vraag van de gegevensbeschermingsautoriteit ter harer beschikking.

2. Artikelsgewijze commentaar

Artikel 1

Het eerste artikel van onderhavig besluit geeft uitvoering aan artikel 39/57-1, paragraaf 2 van de wet van 15 december 1980, daarin wordt bepaald dat de wijze waarop de processtukken aan de Raad moeten worden toegezonden, worden vastgelegd door de Koning, die hierbij ook een vertrouwelijke en effectieve elektronische verzendingswijze aanduidt. Het eerste artikel wijzigt hiertoe artikel 3, §1 van het Koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (hierna "PR RvV"), door het e-box netwerk als bijkomende verzendingsmodaliteit op te nemen, zodat ook de partijen hun procedurestukken (oa. verzoekschrift, nota met opmerkingen, synthesememorie, aanvullende nota,...) via het informatiesysteem van Justitie, met name het e-box netwerk kunnen neerleggen of indienen bij de Raad.

Tevens wordt het tweede lid van de eerste paragraaf gewijzigd, daar de verzending via het e-box netwerk de huidige communicatie per fax vervangt. Een verzending per fax was voor de verzoekende partijen mogelijk in de procedures bij uiterst dringende noodzakelijkheid. De snelheid van de communicatie is in deze procedures cruciaal. De verzending per fax, die oorspronkelijk bedoeld was voor verzendingen via analoge lijnen, wat inmiddels achterhaald is, biedt onvoldoende garanties voor een veilige verzending en een probleemloze ontvangst van berichten.

De bezorgdheid van de Raad van State in zijn punt 2, kan niet worden gevolgd. Vooreerst wordt het systeem van J-box mee ondersteund door de balies en alle advocaten zullen hier toegang toe hebben. Daarnaast is een verzending via J-box een veel betrouwbaardere wijze van verzending. Ze verloopt niet via analoge kanalen zoals de fax en vereist geen digitale omzetting die foutmeldingen kan opleveren. Een verzending via J-box kan zonder probleem grotere bestanden aan, daar waar de fax op heden daar volledig op vastloopt. Verzoekschriften zijn bijvoorbeeld zelden beperkt tot 1 of 2 pagina's en van zodra een document iets groter is, komt de verzending via fax vaak niet of slechts gedeeltelijk door. Het is net deze onbetrouwbaarheid van de fax die de toegang tot de rechter bemoeilijkt, daar een verzoekschrift dat niet of slechts gedeeltelijk doorkomt, niet op de rol kan worden geplaatst, terwijl de afzender verkeerdelijk overtuigd kan zijn dat het verzoekschrift correct werd ingediend.

Ook de betrokkenen die zonder bijstand van een advocaat een verzoekschrift wensen in te dienen, zullen -hoewel het een kleine minderheid betreft- voldoende veilige alternatieven hebben. In de gewone en versnelde procedures blijft een aangetekende zending mogelijk als alternatief voor J-box. Voor een procedure in uiterst dringende noodzakelijkheid is de aangetekende zending te traag en dus niet mogelijk en valt de fax weg wegens onbetrouwbaar en onveilig. Deze procedure in uiterst dringende noodzakelijkheid kan enkel worden ingeroepen indien de "vreemdeling het voorwerp is van een verwijderings- of terughoudingsmaatregel waarvan de tenuitvoerlegging imminent (art. 39/82, §4, lid 2 Wet van 15 december 1980). Bijgevolg gaat het hier veelal over betrokkenen die worden vastgehouden met het oog op hun verwijdering van het grondgebied. In dit geval kunnen zij hun verzoekschrift, net als voordien, ook via de directeur van de instelling indienen. In het eerder uitzonderlijke geval (hoogstens 4 beroepen per jaar) dat de betrokkene het voorwerp is van een verwijderings- of terughoudingsmaatregel waarvan de tenuitvoerlegging imminent is, doch die niet wordt vastgehouden en die niet wordt bijgestaan door een advocaat, dan kan hij het verzoekschrift steeds indienen via bode op de griffie. Hierbij kan de griffiemedewerker onmiddellijk nagaan of de Raad alle gegevens heeft om de betrokkene te bereiken voor het vervolg van de procedure. Dit is een veel veiligere weg, dan zich te moeten beroepen op een publiek faxtoestel, dat nog amper te vinden is en waarbij ook andere personen de berichten van de Raad kunnen meelesen.

De opheffing van de derde paragraaf, -ingevolge het vernietigingsarrest nr. 233.777 van 9 februari 2016 van de Raad van State, de oorspronkelijke tekstversie zoals ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 december 2006-, betreft een louter technische wijziging naar aanleiding van bovenstaande wijzigingen en de wijzigingen aan de wet van 15 december 1980 ingevolge de wet van 30 juli 2021, tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, aangaande de elektronische communicatie van procedurestukken en het aanpassen van de bestaande louter schriftelijke procedure bij Raad voor Vreemdelingenbetwistingen.

Article 2

Le second article du présent arrêté fait usage de la possibilité conférée au Roi par l'article 39/57-1, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi du 15 décembre 1980 de prévoir un autre mode de signification pour les pièces de procédure, les notifications, avis et convocations envoyés par le Conseil. En plus de la possibilité existante d'envoi sous pli recommandé à la poste ou par porteur contre accusé de réception, ils pourront également être envoyés par le système informatique de la Justice, notamment le réseau e-box, ce qui en pratique aura lieu via le réseau J-box.

Afin d'éviter toute possibilité de confusion avec l'article 3 du RP CCE qui règle les modalités d'envoi au Conseil pour les parties, cette modalité supplémentaire d'envoi par le Conseil aux parties est inscrite dans un nouvel article *3bis* du RP CCE.

Article 3

La modification du premier alinéa de l'article 6 du RP CCE est une modification purement technique qui découle du fait que la référence à l'article 39/76, § 1, cinquième et sixième alinéa de la loi du 15 décembre 1980 n'est plus en concordance avec la dernière version de l'article 39/76 de la loi du 15 décembre 1980.

Le nouveau deuxième alinéa vise à encourager l'utilisation du moyen de communication électronique en supprimant l'exigence de copies supplémentaires des documents de procédure.

Article 4

Cet article fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté au premier jour du quatrième mois suivant la date de sa publication au Moniteur Belge. Ceci afin de laisser aux différentes parties suffisamment de temps, après la publication, pour procéder aux adaptations techniques nécessaires afin de rendre le système de la Justice techniquement compatible avec les systèmes du Conseil du Contentieux des Étrangers et les systèmes des différentes parties (les avocats, l'Office des Étrangers, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides). Par exemple, les barreaux doivent disposer de suffisamment de temps pour activer la J-box des avocats qui travaillent dans le contentieux des étrangers. Vue que l'activation se fait à la demande de l'avocat et que les questions ne seront posées qu'après la publication du présent arrêté. Étant donné qu'en cas d'extrême urgence, l'envoi par J-box remplacera la télécopie et sera donc le mode d'envoi le plus important, il est important de prévoir une marge suffisante. Cette disposition répond à l'avis du Conseil d'État, puisqu'une date certaine d'entrée en vigueur est désormais prévue dans l'arrêté lui-même. Compte tenu de la nécessité urgente de disposer d'un mode d'envoi électronique performant, il est également prévu que le ministre puisse avancer la date d'entrée en vigueur s'il constate que toutes les parties ont déjà achevé la mise en œuvre technique à un stade antérieur.

Cet article met également en œuvre l'article 8 de la loi du 30 juillet 2021, modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, concernant la communication électronique des pièces de procédure et l'adaptation de la procédure purement écrite existante devant le Conseil du Contentieux des étrangers. Il prévoit la même date d'entrée en vigueur pour l'article 1, 1°, 2°, 3° de la loi précitée et pour le présent arrêté. En effet, par cet arrêté, le Roi introduit un autre mode d'envoi électronique que l'envoi par télécopie.

Article 5

Cet article prévoit que le ministre compétent est chargé de l'exécution du présent arrêté royal.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Le Secrétaire à l'Asile et la Migration,
S. MAHDI

Artikel 2

Het tweede artikel van onderhavig besluit maakt gebruik van de in artikel 39/57-1, paragraaf 1, eerste lid van de wet van 15 december 1980, geboden mogelijkheid aan de Koning om een bijkomende betekeningwijze te voorzien voor de processtukken, betekeningen, kennisgevingen en oproepingen die worden verzonden door de Raad. Naast de reeds bestaande mogelijkheid van de ter post aangetekende brief, per bode met ontvangstbewijs zullen deze ook kunnen worden verzonden via het informaticasysteem van Justitie, met name het e-box netwerk, dat in de praktijk via het netwerk van "J-box" zal verlopen.

Teneinde elke verwarring te vermijden met het artikel 3 van het PR RvV, dat de verzendingsmodaliteiten voor de partijen naar de Raad toe regelt, wordt deze bijkomende verzendingsmodaliteit voor de Raad naar de partijen toe ingeschreven in een nieuw artikel *3bis* van het PR RvV.

Artikel 3

De wijziging van het eerste lid van artikel 6 van het PR RvV, is een louter technische wijziging, die voortvloeit uit het feit dat de verwijzing naar artikel 39/76, § 1, vijfde en zesde lid van de wet van 15 december 1980 niet meer in overeenstemming is met de laatste versie van het artikel 39/76 van de wet van 15 december 1980.

Het nieuwe tweede lid, beoogt het gebruik van de elektronische weg van communicatie aan te moedigen, door de vereiste van bijkomende afschriften van de procedurestukken te laten wegvallen.

Artikel 4

Dit artikel stelt de datum van inwerkingtreding van onderhavig besluit vast op de eerste dag van de vierde maand die volgt op de datum van publicatie in het Belgische Staatsblad. Dit teneinde de verschillende partijen na de publicatie voldoende tijd te geven om de technische aanpassingen te doen om het systeem van Justitie, technisch te laten aansluiten op de systemen van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen en de systemen van de verschillende partijen (de advocaten, de dienst Vreemdelingenzaken, het commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen). Zo dienen bijvoorbeeld de balies voldoende tijd te hebben om de J-box van de advocaten werkzaam in het vreemdelingencontentieux te activeren. Temeer daar het activeren gebeurt op vraag van de advocaat en vragen pas zullen gesteld worden na de publicatie van onderhavig besluit. Gezien in de procedure bij uiterst dringende noodzakelijkheid de verzending via J-box de fax zal vervangen en dit dus de belangrijkste verzendingswijze wordt, is het belangrijk om voldoende marge in te bouwen. Met deze regeling wordt tegemoetgekomen aan het advies van de Raad van State, daar er nu een zekere datum van inwerkingtreding is voorzien in het besluit zelf. Gelet op de hoge nood aan een performante elektronische verzendingswijze, wordt tevens voorzien dat de minister de datum van inwerkingtreding kan vervroegen indien hij vaststelt dat alle partijen reeds eerder klaar zijn met de technische implementering.

Dit artikel geeft tevens uitvoering aan artikel 8 van de wet van 30 juli 2021, tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, aangaande de elektronische communicatie van procedurestukken en het aanpassen van de bestaande louter schriftelijke procedure bij Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. Het voorziet in éénzelfde datum van inwerkingtreding voor artikel 1, 1°, 2°, 3° van voormelde wet en onderhavig besluit. Met dit besluit stelt de Koning immers een andere elektronische verzendingswijze dan de verzending via fax in werking.

Artikel 5

Dit artikel bepaalt dat de verdere uitvoering van het voorliggend besluit is opgedragen aan de bevoegde minister.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
S. MAHDI

**Conseil d'État,
section de législation**

Avis 66.857/4 du 20 janvier 2020 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers relatif à la communication électronique des pièces de procédure'

Le 20 décembre 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et de la Migration à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers relatif à la communication électronique des pièces de procédure'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 20 janvier 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAVEBECK, première auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 janvier 2020.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

- Il ne ressort pas du dossier qu'une analyse d'impact a été effectuée. Il y aura lieu de veiller au bon accomplissement de cette formalité.
- L'alinéa 6 relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 66.857/4 du Conseil d'État donné le 20 janvier 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » (1).

EXAMEN DU PROJET

- Comme l'indique le rapport au Roi, l'arrêté en projet

« vise à introduire comme nouvelle modalité d'envoi au Conseil du Contentieux des Étrangers (ci-après « le Conseil ») le système informatique de la Justice en matière de notification, communication ou dépôt auprès notamment des cours ou tribunaux, prévu par l'article 32^{ter} du Code judiciaire. En effet, le Conseil requiert une communication électronique à la fois performante et sécurisée avec les différentes parties ».

Il est ainsi prévu que les parties pourront choisir d'adresser leurs pièces de procédure au Conseil soit par pli recommandé soit par un dépôt électronique via le système informatique de la Justice. (2)

**Raad van state,
afdeling Wetgeving**

Advies 66.857/4 van 20 januari 2020 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, aangaande de elektronische communicatie van procedurestukken'

Op 20 december 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, aangaande de elektronische communicatie van procedurestukken'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 20 januari 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAVEBECK, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 januari 2020.

*

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

- Uit het dossier blijkt niet dat een impactanalyse uitgevoerd is. Er zal moeten worden op toegezien dat dat vormvereiste naar behoren vervuld wordt.
- Het zesde lid betreffende het advies van de Raad van State moet als volgt geredigeerd worden:

“Gelet op advies 66.857/4 van de Raad van State, gegeven op 20 januari 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”. (1)

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

- Zoals in het verslag aan de Koning vermeld wordt, strekt het ontworpen besluit ertoe

“het informaticasysteem van Justitie voor de kennisgeving, mededelingen of neerleggingen bij onder meer de hoven of rechtbanken, als voorzien in artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek, als een nieuwe bijkomende verzendingsmodaliteit bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (hierna de Raad) te introduceren. De Raad heeft immers nood aan een performante en veilige elektronische communicatie met de verschillende partijen.”

Zo wordt bepaald dat de partijen ervoor zullen kunnen opteren om hun procedurestukken hetzij door middel van een aangetekende brief, hetzij door elektronische neerlegging via het informaticasysteem van Justitie aan de Raad te bezorgen. (2)

Sur cet aspect, la déléguée de la Ministre a précisé que l'arrêté en projet trouvait son fondement juridique dans l'article 39/68 de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' :

« Article 39/68 is de algemene wettelijke basis waarmee de wetgever reeds in 2006 aan de koning de mogelijkheid heeft gegeven om de rechtspleging en bijzondere procedureregels op te stellen. De Koning heeft in 2006 hiervan gebruik gemaakt door in art. 3 van het Pr RvV te bepalen op welke wijze de partijen hun stukken aan de Raad moeten communiceren (in regel aangetekend en/of per bode indien het de verwerende partij betreft). Dit artikel vormt dan ook opnieuw de rechtsgrond om de verzendingsmogelijkheden voor de partijen uit te breiden met een elektronische verzending ».

Il ne faut toutefois pas perdre de vue qu'actuellement, il découle des articles 39/69, § 1^{er}, alinéa 3, 7°, 39/72, § 1^{er}, alinéa 2, et 39/81, alinéas 2 et 8, de la loi du 15 décembre 1980 que, dans certaines hypothèses, les parties doivent transmettre des pièces de procédure à la fois sous un format « papier » et par courrier électronique, selon les modalités fixées par un arrêté royal. C'est en exécution de ces dispositions qu'avait été adopté l'arrêté royal du 26 janvier 2014 "modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers", annulé par le Conseil d'État dans son arrêt n° 233.777 du 9 février 2016.

À propos de ces dispositions, la déléguée de la Ministre a précisé ce qui suit :

« De artikelen 39/69, § 1, al. 3, 7° en 39/81, al. 2 en 8, betreffen de „oude“ elektronische procedure, waarbij het origineel nog steeds aangetekend of per bode werd overgemaakt. Het origineel deed bijvoorbeeld alle termijnen ingaan. Voornoemde bepalingen betreffen dus enkel het indienen van een elektronisch afschrift / kopie van het verzoekschrift, van de nota met opmerkingen of van de syntheseseminarie. Het was een eerste voorzichtige stap in de richting van een elektronische procedure. Deze heeft een hele periode gewerkt en het elektronisch overmaken van een kopie bleek in de praktijk weinig tot geen problemen op te leveren, noch voor de partijen, noch voor de Raad. Enkel werd de weg, die voorzien werd door de koning „per email“ vernietigd ondermeer omdat dit onvoldoende veilig was.

Het voorliggend KB wenst een stap verder te gaan, door het origineel op elektronische wijze over te maken. Een verwijzing naar de bepalingen mbt een elektronisch afschrift, terwijl het origineel al elektronisch wordt overgemaakt, zou tot verwarring kunnen leiden. Het is niet de bedoeling dat wie nog voor de aangetekende weg of per bode kiest, er opnieuw een elektronisch kopie wordt ingediend. Het zal voor de griffie immers onmogelijk worden om nog te weten of het elektronisch ingediende stuk het origineel is of slechts een kopie en de originele aangetekende zending / per bode nog later volgt.... Bij een wetwijziging zouden deze bepalingen mbt een afschrift dan ook geschrapt moeten worden uit de wet. [Voorliggend KB wijzigt daarenboven artikel 4 van het PR RvV, door te stellen dat bij een elektronische indiening er geen kopies meer moeten worden overgemaakt.] Ons inziens zijn ze evenwel niet strijdig met elkaar, gezien het twee verschillende zaken betreft, met name het origineel en het afschrift. Gezien dit KB geen uitvoeringsbepaling is van deze artikelen, blijft de huidige situatie waarbij de door de wet voorziene sancties niet worden toegepast in afwachting van een wetwijziging verder bestaan ».

Dès lors que le législateur a lui-même prévu des règles relatives à la transmission de pièces par voie électronique, en imposant, dans certains cas, l'envoi de documents à la fois en version « papier » et en version électronique, le Roi ne peut pas, sur la base de l'article 39/68 de la loi du 15 décembre 1980, prévoir un régime de communication électronique des pièces de procédure qui rendrait sans objet celui que le législateur a prévu. (3)

Ce n'est qu'après une intervention du législateur qu'un régime tel que celui en projet pourrait être adopté.

2. L'arrêté en projet entend supprimer la possibilité pour les parties d'envoyer leurs pièces de procédure par télécopie.

Selon le rapport au Roi,

« Un envoi par télécopie était possible pour les parties requérantes dans les procédures en extrême urgence. Dans ces procédures, la rapidité de la communication est cruciale. La transmission par télécopie, à l'origine destinée à la transmission sur des lignes analogiques, aujourd'hui obsolète, n'offre plus de garanties suffisantes pour la sécurité de la réception des messages ».

In verband met dat aspect heeft de gemachtigde van de minister erop gewezen dat het ontworpen besluit zijn rechtsgrond ontleende aan artikel 39/68 van de wet van 15 december 1980 „betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen:

“Article 39/68 is de algemene wettelijke basis waarmee de wetgever reeds in 2006 aan de koning de mogelijkheid heeft gegeven om de rechtspleging en bijzondere procedureregels op te stellen. De Koning heeft in 2006 hiervan gebruik gemaakt door in art. 3 van het Pr RvV te bepalen op welke wijze de partijen hun stukken aan de Raad moeten communiceren (in regel aangetekend en/of per bode indien het de verwerende partij betreft). Dit artikel vormt dan ook opnieuw de rechtsgrond om de verzendingsmogelijkheden voor de partijen uit te breiden met een elektronische verzending.”

Er mag evenwel niet uit het oog verloren worden dat uit de artikelen 39/69, § 1, derde lid, 7°, 39/72, § 1, tweede lid, en 39/81, tweede en achtste lid, van de wet van 15 december 1980 thans voortvloeit dat de partijen procedurestukken in bepaalde gevallen zowel op papier als per e-mail moeten toezenden volgens de bij koninklijk besluit bepaalde nadere regels. Ter uitvoering van die bepalingen was het koninklijk besluit van 26 januari 2014 "tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen" vastgesteld, dat door de Raad van State vernietigd is bij arrest 233.777 van 9 februari 2016.

In verband met die bepalingen heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting gegeven:

“De artikelen 39/69, § 1, al. 3, 7° en 39/81, al. 2 en 8, betreffen de „oude,, elektronische procedure, waarbij het origineel nog steeds aangetekend of per bode werd overgemaakt. Het origineel deed bijvoorbeeld alle termijnen ingaan. Voornoemde bepalingen betreffen dus enkel het indienen van een elektronisch afschrift/kopie van het verzoekschrift, van de nota met opmerkingen of van de syntheseseminarie. Het was een eerste voorzichtige stap in de richting van een elektronische procedure. Deze heeft een hele periode gewerkt en het elektronisch overmaken van een kopie bleek in de praktijk weinig tot geen problemen op te leveren, noch voor de partijen, noch voor de Raad. Enkel werd de weg, die voorzien werd door de koning „per email,, vernietigd ondermeer omdat dit onvoldoende veilig was.

Het voorliggend KB wenst een stap verder te gaan, door het origineel op elektronische wijze over te maken. Een verwijzing naar de bepalingen mbt een elektronisch afschrift, terwijl het origineel al elektronisch wordt overgemaakt, zou tot verwarring kunnen leiden. Het is niet de bedoeling dat wie nog voor de aangetekende weg of per bode kiest, er opnieuw een elektronisch kopie wordt ingediend. Het zal voor de griffie immers onmogelijk worden om nog te weten of het elektronisch ingediende stuk het origineel is of slechts een kopie en de originele aangetekende zending/per bode nog later volgt.... Bij een wetwijziging zouden deze bepalingen mbt een afschrift dan ook geschrapt moeten worden uit de wet. [Voorliggend KB wijzigt daarenboven artikel 4 van het PR RvV, door te stellen dat bij een elektronische indiening er geen kopies meer moeten worden overgemaakt.] Ons inziens zijn ze evenwel niet strijdig met elkaar, gezien het twee verschillende zaken betreft, met name het origineel en het afschrift. Gezien dit KB geen uitvoeringsbepaling is van deze artikelen, blijft de huidige situatie waarbij de door de wet voorziene sancties niet worden toegepast in afwachting van een wetwijziging verder bestaan.”

Aangezien de wetgever zelf voorzien heeft in regels met betrekking tot het elektronisch toezenden van stukken door voor te schrijven dat documenten in bepaalde gevallen zowel in papieren als in elektronische versie toegezonden moeten worden, kan de Koning op basis van artikel 39/68 van de wet van 15 december 1980 niet voorzien in een regeling voor de elektronische communicatie van procedurestukken die de regeling die door de wetgever voorzien is, doelloos zou maken. (3)

Een regeling zoals voorzien in het ontwerp zou slechts vastgesteld kunnen worden na een wetgevend initiatief.

2. Het ontworpen besluit strekt ertoe een einde te maken aan de mogelijkheid van de partijen om hun procedurestukken per fax toe te zenden.

In het verslag aan de Koning staat het volgende:

“Een verzending per fax was voor de verzoekende partijen mogelijk in de procedures bij uiterst dringende noodzakelijkheid. De snelheid van de communicatie is in deze procedures cruciaal. De verzending per fax, die oorspronkelijk bedoeld was voor verzendingen via analoge lijnen, wat inmiddels achterhaald is, biedt niet meer voldoende garanties voor de beveiliging van de ontvangst van berichten.”

Une telle mesure doit être examinée au regard du droit d'accès au juge, qui est un principe général de droit qui doit être garanti à chacun dans le respect des articles 10 et 11 de la Constitution. (4)

Ainsi, la question se pose de savoir si la suppression de la possibilité d'envoi par télécopie ne prive pas certaines catégories de personnes d'un moyen de communication qui leur est indispensable. Il n'est en effet pas exclu que certaines personnes qui souhaitent introduire une requête en extrême urgence ne puissent ni faire usage du système informatique ni transmettre leur requête par porteur.

Sauf à démontrer qu'une telle éventualité est exclue, la suppression de l'usage de la télécopie, quand bien même ce système de communication serait devenu obsolète et peu sûr (5), porterait atteinte de manière discriminatoire au droit d'accès au juge.

3. L'article 4 habilite le Ministre compétent pour l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers à déterminer la date d'entrée en vigueur de l'arrêté.

Une telle compétence ne peut en principe être déléguée à un ministre, la date à laquelle le dispositif en projet entre en vigueur n'étant pas une matière accessoire ou de détail, mais un élément essentiel de celui-ci. (6)

Le greffier ,
Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Le président,
Martine BAGUET

Notes

(1) *Principes de technique législative* - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

(2) Voir l'article 3, § 1^{er}, en projet de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 „fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers”.

(3) Quand bien même, à la suite de l'annulation de l'arrêté royal du 26 janvier 2014, ce régime ne serait plus d'application pour le moment.

(4) Voir C.C., 30 avril 2015, n° 49/2015, B.10.2 :

« Sans qu'il soit nécessaire d'examiner si chacune des dispositions citées dans les moyens est applicable aux contentieux spécifiques dont connaît le Conseil du Contentieux des étrangers, il suffit de constater que le droit d'accès au juge garanti par ces dispositions découle d'un principe général de droit qui doit être garanti à chacun dans le respect des articles 10 et 11 de la Constitution ».

(5) Voir toutefois l'avis de l'Inspecteur des Finances du 29 mai 2019.

(6) Voir notamment l'avis n° 66.611/2 donné le 28 octobre 2019 sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 décembre 2019 ‘modifiant l'arrêté royal du 25 mars 2003 relatif aux cartes d'identité et l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif aux cartes d'identité délivrées par les postes consulaires de carrière’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66611.pdf>, observation n° 3 sous l'article 4.

21 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers relatif à la communication électronique des pièces de procédure

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment les articles 39/68, 39/57-1, 39/58;

Vu la loi du 30 juillet 2021, modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, concernant la communication électronique des pièces de procédure et l'adaptation de la procédure purement écrite existante devant le Conseil du Contentieux des étrangers ;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers, modifié par la loi du 26 avril 2017 et par les arrêtés royaux du 24 janvier 2011 et du 16 mars 2011 ;

Vu l'avis n° 174/2019 de l'Autorité de Protection des données, donné le 8 novembre 2019 ;

En dergelijke maatregel moet onderzocht worden in het licht van het recht op toegang tot de rechter, dat een algemeen rechtsbeginsel is dat met inachtneming van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet aan eenieder gewaarborgd moet worden. (4)

Zo rijst de vraag of bepaalde categorieën van personen door het schrappen van de mogelijkheid van verzending per fax geen communicatiemiddel ontnomen wordt dat ze niet kunnen missen. Het is immers niet uitgesloten dat bepaalde personen die een vordering bij uiterst dringende noodzakelijkheid wensen in te stellen geen gebruik kunnen maken van het informaticasysteem en hun verzoekschrift niet per bode kunnen bezorgen.

Tenzij aangetoond wordt dat die mogelijkheid uitgesloten is, zou de afschaffing van het gebruik van de fax op discriminerende wijze afbreuk doen aan het recht op toegang tot de rechter, ook al zou dat communicatiesysteem achterhaald en onveilig geworden zijn. (5)

3. Bij artikel 4 wordt de minister bevoegd voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen gemachtigd om de datum van inwerkingtreding van het besluit te bepalen.

Een dergelijke bevoegdheid kan in principe niet gedelegeerd worden aan een minister omdat de datum waarop de ontworpen regeling in werking treedt geen bijkomstige of detailmatige aangelegenheid is, maar een essentieel onderdeel van die regeling. (6)

De griffier,
Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

De voorzitter,
Martine BAGUET

Nota's

(1) *Beginselen van de wetgevingstechniek* - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

(2) Zie het ontworpen artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 21 december 2006 ‘houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen’.

(3) Ook al zou die regeling momenteel niet meer van toepassing zijn als gevolg van de nietigverklaring van het koninklijk besluit van 26 januari 2014.

(4) Zie GwH 30 april 2015, nr. 49/2015, B.10.2:

“Zonder dat het noodzakelijk is te onderzoeken of alle in het middel aangehaalde bepalingen van toepassing zijn op het specifieke contentieux waarvan de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen kennisneemt, volstaat het vast te stellen dat het bij die bepalingen gewaarborgde recht op de toegang tot de rechter bovendien voortvloeit uit een algemeen rechtsbeginsel dat met inachtneming van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet aan eenieder moet worden gewaarborgd.”

(5) Zie evenwel het advies van de inspecteur van Financiën van 29 mei 2019.

(6) Zie inzonderheid advies 66.611/2, op 28 oktober 2019 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 10 december 2019 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 betreffende de identiteitskaarten en het koninklijk besluit van 19 april 2014 aangaande de identiteitskaarten afgegeven door de consulaire beroepsposten’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/66611.pdf>, opmerking 3 over artikel 4.

21 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, aangaande de elektronische communicatie van procedurestukken

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, de artikelen 39/68, 39/57-1, 39/58;

Gelet op de wet van 30 juli 2021, tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, aangaande de elektronische communicatie van procedurestukken en het aanpassen van de bestaande louter schriftelijke procedure bij Raad voor Vreemdelingenbetwistingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, gewijzigd bij de wet van 26 april 2017 en bij de koninklijke besluiten van 24 januari 2011 en 16 maart 2011;

Gelet op het advies nr. 174/2019 van de gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 8 november 2019;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mai 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 juillet 2019;

Vu l'avis 66.857/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 janvier 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation, réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative;

Sur proposition du Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, et de la Ministre de l'Intérieur et sur avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 3 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 24 janvier 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

«§ 1 Les parties adressent au Conseil toute pièce de procédure sous pli recommandé ou par le système informatique de la Justice tel que décrit dans les articles 2 à 5 de l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la partie requérante ne peut, dans le cas de l'extrême urgence visé aux articles 39/82, 39/84 et 39/85 de la loi du 15 décembre 1980, introduire une demande en suspension ou une demande de mesures provisoires que:

1^o par le système informatique de la Justice tel que décrit dans les articles 2 à 5 de l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire ;

2^o ou par porteur au greffe, contre accusé de réception, aux jours et aux heures auxquels le greffe doit être accessible au public.

Outre les modalités d'envoi prévues à l'alinéa 1^{er}, la partie défenderesse peut également faire parvenir le dossier administratif et sa note d'observations par porteur au greffe, contre accusé de réception ou par un serveur partagé.

Dans le cas prévu à l'article 39/69, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, le directeur de l'établissement pénitentiaire ou du lieu dans lequel le requérant est maintenu, ou son délégué, peut transmettre la requête qu'il a reçue au Conseil par le système informatique de la Justice tel que décrit dans les articles 2 à 5 de l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire ou au greffe, par porteur contre accusé de réception. »

2^o le paragraphe 2 est rétabli dans la rédaction suivante:

«§ 2. S'il est fait usage d'un envoi par le système informatique de la Justice tel que décrit dans les articles 2 à 5 de l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire, les pièces de procédure sont envoyées dans le format 'Portable Document Format Archivable (.pdf/A)' ou dans le format 'OpenDocument Texte (.odt)'. » ;

3^o le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 2. Dans le même arrêté royal, modifié en dernier lieu par la loi du 26 avril 2017, il est inséré un article 3^{bis} rédigé comme suit :

«Le Conseil peut également envoyer les pièces de procédure, ainsi que les notifications, avis et convocations visés à l'article 39/57-1 de la loi du 15 décembre 1980 par le système informatique de la Justice tel que décrit dans les articles 2 à 5 de l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire. » .

Art. 3. L'article 6 du même arrêté royal est modifié comme suit:

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « 39/76, § 1^{er}, alinéas 5 et 6 » sont remplacés par les mots « 39/76, § 1^{er} » et les mots « , à l'exception de la requête à laquelle doivent être jointes six copies » sont abrogés ;

2^o L'article 6 est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Les pièces de procédure introduites via le système informatique de la Justice tel que décrit dans les articles 2 à 5 de l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 mei 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 31 juli 2019;

Gelet op het advies 66.857/4 van de Raad van State, gegeven op 20 januari 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Op voordracht van de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie en de Minister van Binnenlandse Zaken, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3, van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 januari 2011 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de eerste paragraaf wordt vervangen als volgt:

«§ 1 Alle processtukken worden door de partijen aan de Raad toegezonden via aangetekende zending of via het informaticasysteem van justitie als beschreven in de artikelen 2 tot 5 van het Koninklijk besluit van 16 juni 2016 houdende elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek.

In afwijking van het eerste lid, kan de verzoekende partij in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid bedoeld in de artikelen 39/82, 39/84 en 39/85 van de wet van 15 december 1980, haar vordering tot schorsing of haar vordering tot het opleggen van voorlopige maatregelen enkel indienen:

1^o via het informaticasysteem van justitie als beschreven in de artikelen 2 tot 5 van het Koninklijk besluit van 16 juni 2016 houdende elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek;

2^o of per bode bij de griffie, tegen ontvangstbewijs op de dagen en uren waarop de griffie toegankelijk moet zijn voor het publiek.

Naast de verzendingsmogelijkheden als voorzien in het eerste lid, kan de verwerende partij het administratief dossier en haar nota met opmerkingen ook per bode bezorgen aan de griffie, tegen ontvangstbewijs of via een gedeelde server.

In het geval voorzien in artikel 39/69, § 2, van de wet van 15 december 1980, kan de directeur van de strafinrichting of van de plaats waar de verzoeker wordt vastgehouden, of zijn gemachtigde, het ontvangen verzoekschrift overmaken aan de Raad via het informaticasysteem van justitie als beschreven in de artikelen 2 tot 5 van het Koninklijk besluit van 16 juni 2016 houdende elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek of aan de griffie per bode tegen ontvangstbewijs."

2^o paragraaf 2 wordt hersteld als volgt:

«§ 2. Indien gebruik wordt gemaakt van een verzending via het informaticasysteem van justitie als beschreven in de artikelen 2 tot 5 van het Koninklijk besluit van 16 juni 2016 houdende elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek, worden de procedurestukken verzonden in het formaat 'Portable Document Format Archivable (.pdf/A)' of in het formaat 'OpenDocument Texte (.odt)'. » ;

3^o paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 2. In hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd door de wet van 26 april 2017 wordt een artikel 3^{bis} ingevoegd dat luidt als volgt:

«De Raad kan de processtukken, alsook de betekeningen, kennisgevingen en oproepingen als bedoeld in artikel 39/57-1 van de wet van 15 december 1980 tevens verzenden via het informaticasysteem van Justitie als beschreven in de artikelen 2 tot 5 van het Koninklijk besluit van 16 juni 2016 houdende elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek." .

Art. 3. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1^o in lid 1 worden de woorden "39/76, § 1, vijfde en zesde lid" vervangen door de woorden "39/76, § 1" en worden de woorden " , met uitzondering van het verzoekschrift waarvan zes afschriften gevoegd dienen te worden," opgeheven;

2^o artikel 6 wordt aangevuld met een lid, luidende:

«Bij de procedurestukken die via het informaticasysteem van justitie als beschreven in de artikelen 2 tot 5 van het Koninklijk besluit van 16 juni 2016 houdende elektronische communicatie overeenkomstig

conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire ne doivent pas être accompagnées de copies. ».

Art. 4. Le premier jour du quatrième mois suivant la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté, entrent en vigueur :

1° l'article 1, 1°, 2°, 3° de la loi du 30 juillet 2021, modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'entrée, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, concernant la communication électronique des pièces de procédure et l'adaptation de la procédure purement écrite existante devant le Conseil du Contentieux des étrangers;

2° le présent arrêté.

Le ministre compétent pour l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 5. Le ministre compétent pour l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire à l'Asile et la Migration,

S. MAHDI

artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek worden ingediend, moeten geen afschriften worden gevoegd.".

Art. 4. Op de eerste dag van de vierde maand volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* treden in werking:

1° artikel 1, 1°, 2°, 3° van de wet van 30 juli 2021, houdende de wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, aangaande de elektronische communicatie van procedurestukken en het aanpassen van de bestaande louter schriftelijke procedure bij Raad voor Vreemdelingenbetwistingen;

2° dit besluit.

De Minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

Art. 5. De Minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

S. MAHDI

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C - 2021/33838]

23 NOVEMBRE 2021. — Loi modifiant les lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970 et modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE II. — *Modifiant les lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970*

Art. 2. L'article 35, alinéa 2, des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970, modifié par la loi du 29 avril 1996, est complété par la phrase suivante:

"Le Roi peut toutefois, dans des cas exceptionnels, prolonger ce délai."

Art. 3. L'article 36, alinéa 2, des mêmes lois, remplacé par l'arrêté royal 133 du 30 décembre 1982, est complété par la phrase suivante:

"Le Roi peut toutefois, dans des cas exceptionnels, déroger à ce principe lors de l'inscription d'une maladie déterminée sur la liste visée à l'article 30."

Art. 4. L'article 41, alinéa 5, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal du 23 novembre 2017, est complété par la phrase suivante:

"Le Roi peut toutefois, dans des cas exceptionnels, prévoir l'indemnisation des soins de santé pour une période antérieure."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2021/33838]

23 NOVEMBER 2021. — Wet houdende wijziging van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970 en tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL II. — *Houdende wijziging van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970*

Art. 2. Artikel 35, tweede lid, van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970, gewijzigd bij de wet van 29 april 1996, wordt aangevuld met de volgende zin:

"De Koning kan echter, in uitzonderlijke gevallen, die termijn verlengen."

Art. 3. Artikel 36, tweede lid, van dezelfde wetten, vervangen bij koninklijk besluit 133 van 30 december 1982, wordt aangevuld met de volgende zin:

"De Koning kan echter, in uitzonderlijke gevallen, afwijken van dit principe bij de inschrijving van een bepaalde ziekte op de lijst bedoeld in artikel 30."

Art. 4. Artikel 41, vijfde lid, van dezelfde wetten, vervangen bij koninklijk besluit 133 van 30 december 1982, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 november 2017, wordt aangevuld met de volgende zin:

"De Koning kan echter, in uitzonderlijke gevallen, de vergoeding voor geneeskundige verzorging bepalen voor een vroegere periode."